

"L'Europe en convoi" dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (10 janvier 1976)

Légende: Le 10 janvier 1976, le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung examine les propositions du Premier ministre belge Leo Tindemans en ce qui concerne la transformation des Communautés en une Union européenne sur la base, notamment, d'un renforcement des institutions communautaires et d'une politique étrangère commune.

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung. Zeitung für Deutschland. Hrsg. Eick, Jürgen; Welter, Erich; Fack, Fritz Ullrich; Deschamps, Bruno; Fest, Joachim; Reißmüller, Johann Georg. 10.01.1976, Nr. 8. Frankfurt/Main: FAZ Verlag GmbH. "Europa im Konvoi", auteur:Kobbert, Ernst, p. 8.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_europe_en_convoi_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_10_janvier_1976-fr-16462d75-465a-4a33-aafe-d0590a64a396.html



Date de dernière mise à jour: 24/05/2017

Le rapport Tindemans veut donner un nouvel élan à la Communauté

Par Ernst Kobbert

Bruxelles, le 9 janvier

De par son origine, le rapport du Premier ministre belge Tindemans sur l'Union Européenne est une curiosité. Une de ces conférences européennes au sommet a donné naissance à ce concept, pour éluder les vieilles querelles sur l'Europe des Etats ou des peuples et l'Union politique intégrée. En décembre 1974, lors d'une nouvelle conférence au sommet, on a donc déclaré qu'il était nécessaire de clarifier le concept de «l'Union européenne», en recourant pour cela au rapport de Léo Tindemans. Aucun «Plan Tindemans» n'en est issu. Pour de nombreuses personnes, la tentation de dessiner un projet audacieux pour l'évolution ultérieure de la Communauté européenne se ferait sentir. De ce fait, ce projet serait sans doute bientôt classé dans les archives à côté des précédentes conceptions.

L'homme politique Tindemans est un réaliste; il ne propose rien qui ne puisse être réalisé. Il ne s'est, en outre, pas laissé écraser par la masse des papiers qu'il a pu récolter lors de son tour des capitales européennes, mais il s'est au contraire libéré de tout et s'est fait sa propre idée. Dans la préface de son rapport, il évoque la contradiction qu'il a pu constater: nombre de ses interlocuteurs auraient exprimé l'opinion que le moment était mal choisi, parce que l'idée européenne traversait une crise. Mais quasiment tous ses interlocuteurs lui avaient toutefois assuré qu'ils ne pouvaient imaginer un meilleur avenir pour leur pays que par le biais d'une construction de l'Europe, et que cela n'était imaginable que par un renforcement de la Communauté.

Tindemans admet cependant qu'on ne peut vaincre le scepticisme, ni la lassitude vis-à-vis de l'Europe en échafaudant de possibles constructions juridiques, mais seulement par la définition d'objectifs nouveaux et convaincants; son terme préféré est «la révolution de la qualité» dans la construction européenne. C'est pourquoi il estime qu'il est également nécessaire de faire un bond en avant, car sinon, ce qui existe, ce qui a été acquis jusqu'alors ne pourrait plus être sauvé. Mais tout cela constitue un problème politique. Les propositions et les idées émises dans le rapport n'excluent pas totalement quelques nouvelles réglementations contractuelles, mais se tiennent essentiellement dans le cadre des constructions existantes; pour le moment, il prévoit purement et simplement quelques ajustements de poids entre les institutions.

C'est de là que part aussi la première critique. Les défenseurs de la souveraineté nationale, parmi lesquels, en France, on trouve également des communistes à côté du groupe des anciens Gaullistes, voient rouge quand ils entendent l'idée de l'élargissement des pouvoirs du Parlement européen après le vote direct. Tindemans voudrait aussi lui octroyer le droit d'initiative réservé jusqu'alors à la Commission. Cela constituerait bien entendu un pas décisif en direction de ce qu'on appelait auparavant la supranationalité. Mais que peut bien alors signifier le vote direct, si le Parlement ainsi élu n'obtient pas une position plus forte dans la construction constitutionnelle? Déjà lors de la deuxième élection, les peuples s'y intéresseront encore à peine. L'autre ajustement de poids doit profiter à la Commission. La proposition qui dit que le Conseil européen devrait élire un homme politique éminent comme président et lui accorder ensuite une grande liberté dans le choix des autres membres de la Commission, a déjà été entendue dans la bouche du chancelier Schmidt. Tindemans y ajoute encore l'investiture du président par le Parlement, renforçant ainsi sa légitimation démocratique. Ici aussi, nombreux sont ceux qui voient déjà surgir le gouvernement européen chapeautant les différents Etats. Un président de la Commission, qui ne serait pas seulement nommé par les gouvernements, aurait plus qu'une autorité dérivée. Le bien-fondé de telles propositions est surtout de rendre plus clair le caractère politique des institutions, car, comme le dit Tindemans, les citoyens ne veulent pas d'une Europe technocratique.

Il doit paraître évident à tout le monde que l'Union européenne n'a aucun sens si elle ne réalise pas un jour aussi l'union économique et monétaire. Un ajustement des hiérarchies est remarquable, et a déjà eu lieu dans la pratique antérieure. Auparavant, on avait espéré que de l'union douanière découle logiquement une union

économique, qui serait à son tour couronnée par une union monétaire, qui elle enfin donnerait lieu à l'union politique. Un terme en vogue à Bruxelles c'était «l'effet des contraintes». Donc, alors que sur le plan économique, la Communauté stagnait ces derniers temps et déclinait même à la suite de troubles monétaires, la coopération politique enregistrait des progrès sensibles. Il arrivait toujours plus fréquemment que les Neuf parlent d'une seule voix sur le plan international. Maintenant, Tindemans place la coopération en matière de politique étrangère au premier plan de ses recommandations pour les étapes de l'Union européenne et veut lui donner petit à petit un caractère obligatoire. En revanche, il qualifie la relance des plans pour une union économique et monétaire de thème le plus délicat dans la série de ses discussions. Si presque tous ses interlocuteurs sont convaincus que c'est une étape indispensable, personne ne dispose toutefois pour l'instant d'une possibilité de solution.

C'est ainsi qu'est née l'idée qui est maintenant qualifiée de façon imagée de convoi coupé en deux. Les pays, qui, en raison de leur situation économique, se sentent en mesure de s'approcher de l'union économique et monétaire, doivent le faire – et il faut accorder aux autres un délai plus important. Certains critiques y voient déjà se dessiner le déclin de la Communauté. Mais Tindemans s'oppose déjà dans son rapport à ce qu'on décrive cette idée comme «Europe à la carte». Elle représente également autre chose que ce que Willy Brandt avait décrit une fois auparavant. Même les pays faibles doivent rester engagés pour le but commun, ils doivent s'asseoir à la même table que ceux qui progressent plus rapidement et également recevoir leur soutien, afin de mieux pouvoir rejoindre la partie antérieure du convoi européen.

Les débats en vue au Conseil européen sur le rapport peuvent également mettre au jour d'autres propositions. Il est surtout important que la révolution de la qualité soit claire et que la Communauté européenne puisse à nouveau briller d'un éclat plus intense. La politique européenne ne peut être pratiquée avec la main gauche par aucun gouvernement. Le monde extérieur cherche toujours plus «l'identité européenne». Comment la Communauté peut-elle y répondre, sans mieux se représenter dans sa «propre maison»?